



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Télé assistance pour les Résidences Autonomie
du CIAS du Blaisois**

CIAS du Blaisois
4, rue des cordeliers
41 000 BLOIS
Téléphone : 02-54-57-41-20

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES.....	3
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	4
ARTICLE 5 - GARANTIE FINANCIERES.....	5
ARTICLE 6 - AVANCE.....	5
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	5
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 9 - GARANTIE DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 10 - PENALITES.....	7
ARTICLE 11 - ASSURANCES	7
ARTICLE 12 - RESILIATION DU CONTRAT.....	7
ARTICLE 13 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	8
ARTICLE 14 - DEROGATION(S) AU CCAG	8

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mise en place d'un service de télé assistance pour les Résidences Autonomie du CIAS du Blaisois incluant la fourniture, l'installation, la maintenance et la gestion de transmetteurs installés dans les logements occupés par les résidents.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Adresses de livraison :

- Résidence autonomie Lumière rue Lumière 41000 Blois (33 logements)
- Résidence autonomie Barbara 13 rue Vauquois 41000 Blois (90 logements)

1.2 - Partie(s) contractante(s)

Le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Blaisois (CIAS)

Représenté par son Président en exercice ou son représentant dûment habilité, d'une part,

et le co-contractant, tel qu'il est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement, d'autre part.

1.3 - Tranches et lots

Sans objet

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché rédigées en français, sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 - PIECES PARTICULIERES

- Acte d'engagement (A.E.),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.),
- Le détail quantitatif estimatif (D.Q.E.),
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

Le CCAP et le CCTP, dont les exemplaires sont conservés dans les archives de l'Administration, font seuls foi.

2.2 - PIECES GENERALES

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, ce mois est celui qui précède celui de la remise des offres. Ces documents sont réputés connus de l'entreprise bien que n'étant pas joints au dossier :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

ARTICLE 3 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION

3.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an.

Le marché est conclu à compter du 15 mai 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

3.2 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévisionnelle d'exécution des prestations, est de 12 mois à compter du 15 mai 2026.

3.3 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

ARTICLE 4 - PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 - Mois d'établissement des prix (Mois zéro)

Le mois zéro - M0 - est le mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire (offre finale en cas de négociation).

4.2 - Choix de l'index de référence

Pour la révision des prix du présent marché, l'indice de référence I, publié sur le site de l'INSEE <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/> est l'indice des prix de production des services français aux ménages en France (BtoC) - Prix de base - A38 MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques - Base 2021- Informations - Identifiant : 010766478

En cas de changement d'index, l'index qui lui est substitué est automatiquement appliqué. Dans le cas où aucun index n'est substitué, le choix d'un nouvel indice fera l'objet d'une clause de réexamen, par le biais d'un acte modificatif au contrat.

4.3 - Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début des prestations.

Le montant du marché sera actualisé annuellement, à chaque date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_i (0,125 + 0,875 I/I_o)$$

P est le nouveau prix

P_o est le prix lors de la dernière révision

I est la valeur de l'indice connue au dernier jour du mois de la date anniversaire de reconduction

I_o est la valeur du même indice lors de la dernière révision des prix

Obligations à la charge du titulaire du marché :

En cas de reconduction du marché, le titulaire adresse au service gestionnaire désigné ci-après :

- Le calcul du coefficient de révision des prix établi sur la fiche de calcul, transmise parmi les pièces du dossier de consultation ;
- L'extrait du site de l'INSEE, faisant apparaître la valeur des index utilisés.

Service gestionnaire destinataire : CIAS du Blaisois - 4 rue des Cordeliers - 41004 Blois Cedex

ARTICLE 5 - GARANTIE FINANCIERES

Sans objet.

ARTICLE 6 - AVANCE

Sans objet

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le présent marché fixe la règle des comptes par acompte mensuel.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisés en indiquant le numéro du prix, les horaires de réalisation des prestations ainsi que la durée totale pour chaque prestation ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

En outre, la facture devra préciser les éléments suivants :

- la référence du marché,
- le nom, l'adresse du bâtiment,
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations,

- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- les numéros des prix des BPU
- le numéro de bon de commande.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

NOTA : Une facture devra être réalisée pour chacun des sites concernés et pour chaque budget y compris budget annexes.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché doit assurer le bon fonctionnement des matériels installés ainsi que la bonne exécution des prestations, conformément aux prescriptions du CCTP.

Celles-ci devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.1 - Traitement des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'administration commanditaire et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

ARTICLE 9 - GARANTIE DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS.

ARTICLE 10 - PENALITES

Le CIAS appliquera les pénalités suivantes en cas de manquement du titulaire à ses obligations dans le cadre des prestations concernées, dans les conditions suivantes :

Phase amiable	Phase formalisée	Phase de mise en œuvre des pénalités
Réunion de concertation	Courrier recommandé avec accusé de réception de mise en demeure d'apporter les mesures correctives sollicitées	Après deux courriers de mise en demeure restés sans réponse satisfaisante du prestataire sur le rétablissement de la prestation, application des pénalités prévues au CCAP

10.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non respect des délais d'intervention prévus aux articles 3.2, 3.3.1, 3.3.2, 3.6, 3.8.2 et 7 du CCTP, le titulaire subira une pénalité journalière de 150 € TTC.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000,00 € pour l'ensemble du marché subséquent, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

10.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10.3 - Autres pénalités

Pénalité pour non respect des procédures de traitement des opérations de traitement de données à caractère personnel

Sur simple constatation 500 €

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 12 - RESILIATION DU CONTRAT

12.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.1 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS CEDEX 1

ARTICLE 14 - DEROGATION(S) AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées:

ARTICLES DU CCAG	ARTICLES DU CCAP
Art 4.1	Art 2
Art 11	Art 7
Art 14	Art 10



CLAUSES CNIL
PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le CIAS du Blaisois, situé à Blois et représenté par Monsieur Christophe DEGRUELLE, Président

(ci-après, « **le responsable de traitement** »)

d'une part,

ET

.....
situé à

et représenté par

(ci-après, « **le sous-traitant** »)

d'autre part,

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

Enregistrement des coordonnées des bénéficiaires de la téléassistance

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Intervention dans le cadre du service de téléassistance des logements des résidences autonomie

Les données à caractère personnel traitées sont :

Nom, prénom du/des bénéficiaire(s)

Numéro d'appartement du bénéficiaire

Les catégories de personnes concernées sont :

Les résidents des résidences autonomie Barbara et Lumière gérées par le CIAS du Blaisois.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes (**dont les durées de conservation des données**) :

Nom, prénom, numéro d'appartement du bénéficiaire

Ces données sont à la disposition du sous-traitant pendant la durée du marché concerné.

III. Durée du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à compter du 1er septembre 2026 pour une durée de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois par période de 1 an.

IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance

2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Sous-traitance : autorisation générale

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minium de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@agglopolys.fr.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 12 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse mentionnée à l'article 8. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Chaque traitement doit faire l'objet d'un ensemble de mesures de sécurité adaptées aux particularités du traitement et aux risques qu'il présente pour les droits et libertés des personnes (article 32 RGPD).

	CATEGORIES DE MESURES	DESCRIPTION CONCRETE
<input type="checkbox"/>	Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement	
<input type="checkbox"/>	Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	
<input type="checkbox"/>	Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement	
<input type="checkbox"/>	Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur	

<input type="checkbox"/>	Mesures de protection des données pendant la transmission	
<input type="checkbox"/>	Mesures de protection des données pendant le stockage	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut	
<input type="checkbox"/>	Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique	
<input type="checkbox"/>	Mesures de certification/assurance des procédés et produits	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la minimisation des données	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la qualité des données	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir une conservation limitée des données	
<input type="checkbox"/>	Mesures visant à garantir la responsabilité	
<input type="checkbox"/>	Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement	

12. Sort des données

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données :

O DPO NOM/Prénom
 Mail
 Téléphone

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :

- ✓ La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- ✓ Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- ✓ Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- ✓ Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous- traitant

Responsable de Traitement	Sous-traitant
Nom/prénom du signataire	Nom/prénom du signataire
Fonction	Fonction
Fait à Le.....	Fait à Le.....